

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES Maroc

Une publication du SER de Rabat 29 avril au 20 mai

Le chiffre du mois

4% PIB

DEPENSES DE L'ETAT SOCIAL 2024 L'établissement d'un Etat social est une véritable priorité du Nouveau Modèle de Développement adopté par le Maroc en 2021 et pourrait représenter un coût annuel de 4% à 6% du PIB pour les finances publiques du Royaume à horizon 2030. La réforme de la protection sociale consacrée par la loi-cadre

09-21 de février 2021 est en cours de déploiement et doit se réaliser en quatre temps : (i) l'extension de l'assurance maladie obligatoire (AMO) à 22 M de personnes entreprise dès 2022 ; (ii) la mise en place d'un système d'aides sociales directes pour un montant de 25 Md MAD en 2024 ; (iii) l'élargissement de l'affiliation aux régimes de retraite à 5 M de nouveaux ménages pour 16 Md MAD en 2025 ; (iv) enfin, la généralisation des indemnités de perte emploi (IPE) pour un montant estimé de 1 Md MAD en 2025.

S'agissant de l'AMO, le nombre d'immatriculés atteint désormais plus de 10 M de personnes (données arrêtées à septembre 2023), d'après la Cour des comptes. Pour accompagner l'opérationnalisation de la réforme, la Chambre des conseillers a adopté, le 14 mai, un nouveau projet de loi présenté par le ministre de la Santé et de la Protection sociale, M. Khalid Ait Taleb. Ce texte définit certains paramètres du régime assurantiel des personnes capables de payer des cotisations sociales mais qui n'occupent aucune activité rémunérée ou non rémunérée.

Activités macroéconomiques & financières

Marchés financiers : levée de 2 Md USD par le groupe OCP en faveur de son programme d'investissement vert

Le groupe OCP, premier exportateur mondial de phosphates, a annoncé le 2 mai avoir émis un emprunt obligataire sur les marchés financiers internationaux d'un montant total de 2 Md USD. Il s'agit de la seconde sortie du groupe OCP sur les marchés financiers internationaux depuis la crise de la COVID-19, après avoir levé 1,5 Md USD en 2021. L'opération se décompose en deux tranches : (i) 1,25 Md USD avec une maturité de 10 ans à 6,75%; (ii) 750 M USD avec une maturité de 30 ans à 7,5%. L'opération fait suite à un roadshow mené par le groupe OCP qui a suscité l'intérêt des investisseurs internationaux puisque l'opération a été souscrite plus de 3 fois (environ 6,2 Md USD pour les deux tranches). L'emprunt permettra d'accélérer le déploiement du programme d'investissement vert de 12 Md USD sur 2023-2027, qui vise l'accroissement de la production d'engrais vert en faisant levier sur les énergies renouvelables et l'optimisation des ressources hydriques.

Création de l'Observatoire marocain de la commande publique (OMCP): renforcement de la transparence au service du citoyen et du climat des affaires

Le décret n°2.22.78 portant création de l'Observatoire marocain de la commande publique a été publié le 2 mai 2024. Les marchés publics, dans un contexte de renforcement du rôle de l'Etat pour faire face aux différentes crises et défis stratégiques, sont au cœur des réformes des finances publiques. L'Etat marocain a, par le biais de la commande publique, injecté en 2023 près de 300 Mds MAD dans l'économie, soit environ 21 % du PIB. Face à de tels enjeux, l'impératif de transparence dans les règles d'attribution des marchés se double de la nécessité de mieux cibler et mesurer l'effet économique et social de la commande publique. L'OMCP, directement placé sous l'autorité du trésorier Général du Royaume, vise à répondre à ces exigences en collectant, traitant et analysant les données relatives à la commande publique, ainsi qu'en promouvant la valorisation et la communication de l'information y afférente.

Dialogue social: nouvel accord entre le gouvernement et les partenaires sociaux incluant la hausse du SMIG

Le 29 avril, le gouvernement a conclu un accord avec les principaux acteurs économiques et sociaux du pays, incluant la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM), la Confédération marocaine de l'agriculture et du développement rural (COMADER), ainsi que les principaux syndicats tels que l'Union Marocaine du Travail (UMT), l'Union Générale des Travailleurs du Maroc (UGTM) et la Confédération Démocratique du Travail (CDT). Cet accord comprend :

- Une revalorisation salariale pour les fonctionnaires: hausse nette de 1000 MAD par mois mise en œuvre en deux temps (premier versement de 500 MAD le 1^{er} juillet 2024, suivi d'un second versement de 500 MAD le 1^{er} juillet 2025);
- Une augmentation de 10% du Salaire Minimum interprofessionnel Garanti (SMIG) et du Salaire Minimum Agricole Garanti qui sera appliquée en deux tranches en 2025 et 2026 ;
- Une révision du régime fiscal comprenant une augmentation du seuil d'exonération de l'impôt sur le revenu (passe à 40 000 MAD, soit 3700 EUR) et une réduction des taux d'imposition pour la classe moyenne (le taux marginal de l'IR passera de 38% à 37%; la déduction pour charges familiales sera réhaussée à 500 MAD contre 360 MAD par personne à charge actuellement);
- Une réforme du système des retraites qui est en cours d'élaboration.

Industries, énergies, transports

Industrie: le laboratoire pharmaceutique marocain Laprophan annonce la création d'Europhan lors du Sommet Choose France à Versailles

Le groupe marocain Laprophan, figure de proue de l'industrie pharmaceutique africaine, a profité a de l'évènement Choose France le 13 mai pour annoncer la création d'Europhan, lui permettant d'inaugurer son entrée dans le marché pharmaceutique européen. Cette nouvelle entité, fruit de l'acquisition du site de Recipharm à Monts (Indre-et-Loire), atteste de la transformation du groupe en un conglomérat pharmaceutique d'envergure internationale. L'un des objectifs d'Europhan sera de renforcer la souveraineté sanitaire européenne en relocalisant des médicaments essentiels soumis à des pénuries ou en tension, comprenant ainsi les antibiotiques et les solutions injectables. Il s'agit du premier groupe marocain à investir dans le secteur de la santé. Cette annonce renforce le rang du Royaume en tant que premier investisseur africain en France.

Ferroviaire: l'ONCF lance le projet de raccordement au réseau de Tétouan

L'ONCF a lancé une consultation pour réaliser des études de faisabilité et d'avant-projet sommaire de la desserte urbaine de Tanger et d'un nouveau tronçon reliant la ville à Tétouan. La consultation de l'ONCF est composée de deux tranches dont une ferme, concernant la desserte urbaine de Tanger, couvrant trois tronçons : le doublement de la voie entre la gare de Tanger-Melloussa et Chrafate, y compris le réaménagement des gares (tronçon 1) ; la liaison entre Tanger et Guezenaya (tronçon 2) et la liaison entre la gare de Dalia et Tanger Tech (tronçon 3). La deuxième tranche concerne quant à elle la nouvelle desserte ferroviaire Chrafate-Tétouan centre. Le cabinet d'étude qui sera choisi à l'issue de cette consultation aura 14 mois pour réaliser les études de faisabilité et d'avant-projet, en contrepartie d'un montant estimé à 24,6 M MAD (environ 2,3 M EUR)

Hydrogène vert : Masen lance un appel d'offres aux investisseurs intéressés

Après la publication de la circulaire par le Chef du gouvernement, « l'Offre Maroc pour le développement de la filière de l'hydrogène vert » franchit une nouvelle étape. Masen, en tant que « Point focal et interlocuteur préalable et privilégié » des investisseurs et consortiums, invite les candidats désirant développer dans le Royaume des projets intégrés pour la production d'hydrogène vert et de ses dérivés, à soumettre leur candidature. Les investisseurs devront démontrer leurs capacités techniques et financières à mener à bien leurs projets, mais aussi à évaluer les impacts sociaux et environnementaux de ceux-ci. La priorité sera donnée aux projets créant de l'emploi localement, donnant des avantages financiers au Maroc, permettant l'intégration industrielle ou encore proposant des programmes sociaux, de développement agricole ou permettant de délivrer de l'eau et/ou de l'électricité excédentaire aux populations locales.

Batteries pour véhicules électriques : le futur écosystème des gigafactories au Maroc s'étoffe

Deux accords pour l'installation de projets industriels d'envergure à la Cité Mohammed VI Tanger Tech, opérés par des leaders mondiaux de l'industrie de batteries automobiles, le groupe HAILIANG et la société SHINZOOM, ont été signés le 15 mai dernier. Le projet de HAILIANG s'étend sur une superficie de 30 hectares et prévoit un investissement de 288 M USD. HAILIANG prévoit de produire au Maroc des matériaux utilisés dans l'industrie des nouvelles énergies, y compris les puces de batteries au lithium. Quant au projet de SHINZOOM (3° producteur chinois d'anodes pour les batteries au lithium, 6 sites en Chine), il s'étend sur une superficie de 20 hectares et prévoit un investissement de 460 M USD.

Coopération France-Maroc: déplacement de la Ministre de la Transition énergétique et du Développement durable Leila Benali à Paris les 15 et 16 mai

Le renforcement de la coopération entre le Maroc et la France dans le domaine de la transition énergétique et écologique a été au centre d'entretiens la semaine dernière entre la ministre de la Transition énergétique et du Développement durable, Leila Benali, et plusieurs ministres français. La Ministre, hôte d'une rencontre au sein de l'Institut français des relations internationales (IFRI) organisée en partenariat avec la fondation Paris Energy Club sur le thème de « la transition énergétique au Maroc et l'intégration régionale », a rencontré Christophe Béchu Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, Roland Lescure Ministre délégué chargé de l'Industrie et de l'Énergie et Franck Riester Ministre délégué chargé du Commerce extérieur, de l'Attractivité, de la Francophonie et des Français de l'étranger.

L'occasion de discuter des opportunités de partenariats, notamment dans les domaines des énergies durables, de l'hydrogène vert, de l'économie circulaire, de la durabilité des événements sportifs et culturels, de l'intégration des marchés énergétiques et carbone. Il a également été question lors de ces entretiens des problématiques de certification et de standards, ainsi que des minerais critiques. Une importance particulière a été accordée à la recherche et l'innovation ainsi qu'au développement du capital humain. Par ailleurs, Leila Benali, s'est entretenue avec le directeur de l'Agence française de développement (AFD) Rémy Rioux.

Bailleurs internationaux

Le Ministère de l'Agriculture annonce, avec l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Union Européenne, le lancement d'un appel à manifestation d'intérêt pour encourager l'agroécologie dans le cadre du Programme IHYAE

Cet appel à manifestation d'intérêt, doté d'un budget de 4 M EUR, s'inscrit dans la continuité de la stratégie nationale « Génération Green 2020 – 2030 » et vise à revitaliser les pratiques agricoles dans les régions clés du Maroc, notamment Fès-Meknès, l'Oriental et Souss-Massa. Piloté par l'Agence pour le Développement Agricole (ADA), cet appel à projets aspire à transformer le paysage agricole marocain en favorisant l'adoption de pratiques agroécologiques innovantes. Les organisations de la société civile nationales et internationales sont vivement invitées à participer à cet appel à projets. Leur expertise et leur engagement sont essentiels pour accompagner les exploitations agricoles vers des pratiques agroécologiques durables. Ces partenariats offrent une opportunité unique de partager les meilleures pratiques, de transférer les connaissances et de jouer un rôle clé dans la transition vers un modèle agricole plus résilient et respectueux de l'environnement.

Indicateurs macroéconomiques 2023

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dette du Trésor
Banque Mondiale (10/23)	2,8 %	6,2%	-	1,8 %	4,6 %	69 % (PIB base 2014)
FMI (10/23)	2,4%	6,3 %	12 %	3,1%	4,9 %	69,7 % (PIB base 2007)
Bank Al-Maghrib (9/23)	2,9%	6%	-	2 %	5,1%	-
Haut- Commissariat au Plan (01/24)	2,9%	6,1%	13,5 (T3)	-	4,7 %	72 % (PIB base 2014)

Prévisions macroéconomiques 2024

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dette du Trésor
Banque Mondiale	3,1%	3,8 %	-	2,5%	4,1 %	69,7 % (PIB base 2014)
FMI	3,6%	3,5 %	11,7 %	3,2 %	4,3 %	69,2 % (PIB base 2007)
Bank Al-Maghrib	3,2 %	2,6 %	-	2 %	4,9%	-
Haut- Commissariat au Plan	3,2%	-	-	-	4,5%	-

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Vincent Toussaint

Abonnez-vous: <u>dehbia.salah@dgtresor.gouv.fr</u>